

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/40  
10 novembre 2001

(01-5623)

---

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Quatrième session  
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

## BANGLADESH

Déclaration de S.E. M. Amir Khosru Mahmud Chowdhury  
Ministre du commerce

Ma délégation se joint à moi pour transmettre à S.E. M. Youssef Hussain Kamal nos plus chaleureuses félicitations d'avoir été choisi pour présider nos travaux. Je félicite également S.E. M. Mike Moore, Directeur général de l'OMC, pour sa conduite de l'Organisation et pour l'assistance compétente qu'il nous a apportée en vue de la présente réunion. Permettez-moi de me saisir de l'occasion qui m'est ici donnée pour remercier le gouvernement qatarien pour l'excellente organisation de la réunion dans cette belle ville de Doha, et pour sa chaleureuse et généreuse hospitalité.

La quatrième session de la Conférence ministérielle se tient à Doha à un moment décisif de l'évolution économique du monde. Les attaques terroristes du 11 septembre, que nous avons tous condamnées dans les termes les plus vifs, ont accentué le rythme de la récession qui se ressentait déjà dans le monde entier. Dans ce monde d'interdépendance qui est le nôtre aujourd'hui, les événements qui ont lieu dans un pays ou une région peuvent avoir des répercussions ailleurs. Pour notre part, au Bangladesh, nous avons déjà commencé à en ressentir les effets. Pour nombre de nos produits d'exportation, en particulier dans les secteurs des vêtements et des produits alimentaires congelés, les commandes ont fortement diminué. La baisse de la demande sur les marchés des pays développés aura de sérieuses répercussions sur nos programmes de développement, notamment sur ceux qui visent à atténuer la pauvreté. D'autres PMA, dans le monde entier, risquent aussi d'être confrontés à des expériences similaires vu le tour des événements.

Il est impératif que la présente session de la Conférence ministérielle trouve les voies et moyens d'aider les pays à faibles revenus qui sont le moins en mesure de faire face à la récession.

Le Bangladesh est membre du groupe des pays les moins avancés. À l'instar d'autres membres du groupe, nous avons inscrit le commerce extérieur au cœur de notre stratégie de développement. Depuis le début des années 90, nous avons très rapidement libéralisé notre économie et l'avons ouverte bien plus largement que d'autres pays qui sont dans la même situation que nous. Permettez-moi d'en souligner quelques caractéristiques importantes pour illustrer mon propos. Par exemple, entre le début des années 90 et l'année 2000, nous avons:

- a) ramené le nombre de tranches tarifaires de 17 à quatre seulement;
- b) abaissé le droit d'importation de 350 à 37,5 pour cent;
- c) ramené le nombre des produits dont l'importation est interdite (à quatre chiffres du SH) de 239 à 129;

- d) élaboré une politique d'exportation et d'importation sur cinq ans, pour assurer la prévisibilité et la certitude des échanges;
- e) éliminé les licences d'importation, etc.

Ces mesures ont produit leurs effets, et nos exportations et importations contribuent désormais pour environ un tiers à notre PNB. Cela a certes contribué à ouvrir des portes mais, à notre grande consternation, nous a également rendus extrêmement vulnérables face à l'évolution de l'environnement extérieur.

Les PMA attachent une grande importance au développement de l'accès aux marchés pour leurs produits. De fait, le Bangladesh a fortement plaidé en faveur d'un accès total aux marchés des pays développés, sans aucun obstacle tarifaire ou non tarifaire, pour tous nos produits. La part du commerce mondial qui revient aux PMA est tombée de 0,7 pour cent en 1990 à 0,4 pour cent en 1999. Certains indices donnent à penser que cette tendance à la baisse se poursuit et nous devons unir nos efforts pour la renverser. Le développement de l'accès aux marchés est le seul moyen de prévenir une marginalisation accrue des PMA dans le commerce mondial.

Sur la base de l'expérience que nous avons acquise au cours des dernières décennies, j'énumérerai les questions que nous jugeons décisives pour permettre aux PMA d'accroître leurs exportations:

- a) un accès véritable aux marchés de tous les pays développés pour tous les produits des PMA, en franchise de droits et sans contingents;
- b) les règles d'origine applicables aux produits des PMA doivent être révisées de façon judicieuse compte tenu de notre capacité industrielle; sinon tout engagement en matière d'accès aux marchés restera lettre morte;
- c) interpréter et mettre en œuvre les dispositions existantes des Accords de l'OMC d'une façon qui réponde aux besoins des PMA;
- d) appliquer un statu quo à toutes les mesures de protection contingentes, y compris les mesures antidumping, visant l'accès des produits d'exportation des PMA aux marchés des pays développés;
- e) pour les exportations de vêtements, accorder aux PMA un accès immédiat, en franchise de droits et sans contingents, comme il convient, aux marchés des pays développés. La mise en œuvre de l'ATV nous a placés en position défavorable et des mesures correctives s'imposent. Nous craignons que dans la situation de l'après-AMF, les PMA qui exportent déjà ou qui vont exporter des vêtements, perdent leur part de marché. L'ATV faisait référence à une telle éventualité et prévoyait des mesures de sauvegarde. Il nous faut élaborer de nouveaux instruments pour mettre fin à la tendance croissante à la marginalisation des PMA dans le commerce mondial, par exemple en imposant un mécanisme de plafonnement aux exportations de vêtements de façon à éviter les vastes mouvements perturbateurs pour les marchés, émanant de pays ou régions ayant des ressources liées au textile;
- f) le mouvement temporaire de personnes physiques aux fins de la production doit être autorisé de la même manière que nous autoriserons les mouvements de capitaux, autre facteur de production;
- g) l'assistance technique et financière devrait se faire de façon constructive et viser à débloquer les goulets d'étranglement de l'offre dont souffrent les PMA.

J'espère que les pays représentés à Doha répondront aux besoins véritables des PMA en inscrivant des dispositions appropriées dans le projet de Déclaration et dans les décisions concernant les questions de mise en œuvre. Nous devons résolument faire fond sur les décisions passées pour aller de l'avant. Revenir sur ce qui a été précédemment convenu n'aidera ni les PMA ni nos partenaires en développement.

Je ne veux pas préjuger qu'il y aura consensus pour promouvoir les échanges moyennant de nouvelles règles multilatérales dans des domaines qui ne sont pas encore visés par l'Accord sur l'OMC. Je ne veux pas non plus m'opposer à l'examen d'un domaine quel qu'il soit, sous réserve qu'il soit abordé du point de vue de la promotion du commerce et qu'il ne soit pas utilisé pour imposer un nouvel élément de conditionnalité en matière d'échanges commerciaux. Ce qui serait utile serait de prévoir des engagements non réciproques pour nous, ainsi que des périodes de transition réalistes pour que ces règles deviennent applicables aux PMA.

Les PMA pourraient participer au mieux de leurs compétences à de tels débats sur la base du consensus. Étant donné le manque d'expérience et de compétence sur bien des questions, des efforts particuliers doivent être faits pour rendre les négociations et le cadre multilatéral plus inclusifs et plus participatifs. Nous exclure du processus desservirait nos pays. En outre, pour favoriser la réalisation d'un consensus, il serait bon que la conférence ministérielle en cours donne des instructions concernant un mécanisme efficace permettant de faire face aux engagements pris en faveur des PMA dans diverses tribunes de l'OMC.

Le mois dernier seulement, le Bangladesh a tenu des élections générales. Le peuple a donné mandat à une forte majorité à une alliance quadripartite menée par le Parti nationaliste du Bangladesh, que je représente. Plus des deux tiers des membres du nouveau Parlement appartiennent à notre Alliance, ce qui a permis à notre nouveau Premier Ministre, Begum Khaleda Zia, d'élaborer un programme de développement économique et social du Bangladesh pour les cinq années à venir. Le commerce continuera de jouer un rôle important dans ce processus. Je sollicite l'intervention active des pays représentés ici pour nous permettre de participer réellement aux échanges mondiaux.

---